



Le directeur académique des services de l'éducation nationale du Jura,

Vu la loi n°83 663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat;

Vu le décret n°85 348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur du transfert de compétences en matière d'enseignement;

Vu la circulaire n°2012-202 du 18 décembre 2012 concernant la scolarisation des enfants de moins de trois ans,

## Service

Division du 1<sup>er</sup> degré

# ARRETE

Téléphone  
03.84.87.27.27

Fax  
03.84.87.27.04

Mél.  
ce.de1d.ia39  
@ac-besancon.fr

335, Rue Ch. Ragmey  
BP 602 - 39021  
Lons-le-Saunier  
Cedex

## Liste des écoles du 1<sup>er</sup> degré public du Jura accueillant des enfants de moins de trois ans dans le cadre du dispositif prévu par la circulaire n°2012-202 du 18 décembre 2012

ARTICLE 1 : Est implanté un dispositif de scolarisation des enfants de moins de trois ans dans les écoles situées en réseau de réussite scolaire suivantes :

- ◆ 039 0945R DOLE Sorbiers maternelle
- ◆ 039 0051U DOLE Saint Exupéry maternelle
- ◆ 039 0690N MOIRANS maternelle
- ◆ 039 0708H MOREZ Centre maternelle
- ◆ 039 0989N MOREZ Sur le Puits maternelle
- ◆ 039 0934D SAINT CLAUDE Franche Comté maternelle
- ◆ 039 0722Y SAINT CLAUDE Ponard maternelle
- ◆ 039 0724A SAINT CLAUDE Mouton maternelle

ARTICLE 2 : Est implanté un dispositif de scolarisation des enfants de moins de trois ans dans l'école suivante :

- ◆ 039 0651W LA PESSE, primaire (RPI La Pesse/Les Bouchoux)

ARTICLE 3 : Est implanté, à titre provisoire pour l'année scolaire 2013-2014, un dispositif de scolarisation des enfants de moins de trois ans dans l'école suivante :

- ◆ 039 0768Y LAMOURA, primaire (RPI Lajoux/Lamoura)

Ces mesures prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Fait à Lons le Saunier, le 13 septembre 2013

Pour le Recteur,  
Et par délégation,  
Le directeur académique

Jean Marc MILVILLE

## VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément à la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits et aux citoyens dans leurs relations avec les administrations

Si vous estimez que la décision prise par l'Administration est contestable, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux qu'il vous appartient d'adresser à Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale en résidence dans le Jura,
- soit un recours hiérarchique devant Monsieur le ministre de l'éducation nationale,
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique peuvent être faits sans condition de délais. Etant assimilés à des demandes, ils doivent donner lieu à un accusé de réception de la part de l'autorité administrative.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, si vous souhaitez en cas de rejet du recours gracieux ou du recours hiérarchique former un recours contentieux, ce recours gracieux ou hiérarchique devra avoir été introduit dans le délai sus-indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux ou hiérarchique.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de quatre mois à compter de la date du présent avis – vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

Par ailleurs, un réseau de médiateurs de l'éducation nationale a été instauré par le décret du 1er décembre 1998.

En vertu de ce texte réglementaire, le médiateur « reçoit les réclamations concernant le fonctionnement du service public de l'éducation nationale dans ses relations avec les usagers et ses agents ».

Le médiateur académique peut être saisi, après recours gracieux et hiérarchique, de tout litige concernant le 1er et le 2<sup>nd</sup> degré, impliquant les services ou les établissements de sa circonscription, par courrier envoyé à l'adresse suivante :

Monsieur le médiateur académique  
Rectorat de Besançon  
10 rue de la Convention  
25 030 BESANCON cedex  
Tél : 03.81.65.47.00